

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 mars 2017

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	61	14

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Direction des
Affaires Juridiques - ANTHEA - Théâtre
Communautaire d'Antibes - Convention
type de Mécénat en nature

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.018

Date de la convocation :
Le 21/03/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **05 AVR. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **06 AVR. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix-sept et le 27 mars à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Claudine MAURY, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Michel MAZUET à Michelle SALUCKI, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO à Marc DAUNIS, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Christophe ETORE, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 2003-709 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations,

Vu l'article 238 bis du Code Général des Impôts,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire,

Vu les délibérations n°CC.2014.089 du 30 juin 2014 et CC.2016.007 du 15 février 2016 relatives à la convention de mécénat en numéraire,

Considérant la construction d'équipements communautaires à vocation culturelle, notamment le Théâtre Communautaire d'Antibes qui a ouvert le 04 avril 2013,

Considérant que la gestion d'« ANTHEA », salle de spectacles située à Antibes, a été confiée, par le biais d'une convention de prestations intégrées ou « in house », à la Société Publique Locale « Théâtre Communautaire d'Antibes » par une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2012,

Considérant la qualité artistique et le succès de la programmation,

Considérant que la C.A.S.A. souhaite poursuivre la recherche de partenaires extérieurs prêts à soutenir son activité notamment pour le Théâtre Communautaire et les services à vocation culturelle tout en les faisant bénéficier des avantages prévus par la loi du 1^{er} août 2003,

Considérant la possibilité de faire appel à des entreprises qui, grâce au mécénat, ont la possibilité de déduire leurs dons de leur chiffre d'affaires dans la limite de 5 ‰ (cinq pour mille) de celui-ci et d'obtenir ainsi une réduction de leur impôt correspondant à 60 % des dons,

Considérant qu'à ce titre, la C.A.S.A. s'engage à remettre au mécène un reçu pour don (formulaire cerfa n°11580*03) dans le cadre de l'article 200-5 du Code Général des Impôts,

Considérant que les prestations ou les compétences devront être en rapport avec les besoins effectifs des établissements culturels et ne pourront être utilisées que pour les expositions, spectacles ou productions et ce qui en découle,

Considérant que les conventions pourront comporter une clause d'exclusivité selon le domaine concerné,

Considérant que selon les souhaits des donateurs, les crédits correspondants seront inscrits en dépenses aux comptes des établissements culturels, après décisions modificatives du budget,

Considérant qu'au-dessus d'une valorisation de 50 000 euros de mécénat, les conventions feront l'objet d'une délibération particulière,

Considérant l'intérêt pour la C.A.S.A. de diversifier ses recettes,

Considérant le souhait de certains mécènes d'effectuer des dons en nature,

Il convient d'établir une convention de mécénat en nature.

En conséquence, et à l'appui de ce qui vient d'être exposé, il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les modalités de la nouvelle convention type de mécénat en nature, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions à intervenir ;
- d'affecter les recettes sur le compte 778, chapitre 77, toutes fonctions et tout budget.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les modalités de la nouvelle convention type de mécénat en nature, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions à intervenir ;
- d'affecter les recettes sur le compte 778, chapitre 77, toutes fonctions et tout budget

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**ANTIPOLIS THEATRE D'ANTIBES
MECENAT « CLUB LE CARRE »
PARTICULIERS ET ENTREPRISES**

Dons en nature

En application de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur « *le développement du mécénat* »
et la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative « *au mécénat, aux associations et aux fondations* »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, Cours Masséna, B.P. 2205, 06606 ANTIBES, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité par la délibération du Conseil Communautaire du 27 mars 2017

Ci-après dénommée « LE BENEFICIAIRE »

Et d'autre part :

☐ Particulier

M....., résidant à

☐ Entreprise

La société Représentée par
en sa qualité de Située

Ci-après dénommé(e) « LE MECENE »,

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a souhaité doter son territoire d'un équipement structurant accueillant toutes les formes de spectacles vivants et servant de lieu pour des créations dont le rayonnement dépasse les limites du territoire communautaire.

La communauté d'agglomération Sophia Antipolis est éligible aux critères lui permettant de rechercher et percevoir du mécénat selon l'article 28 de l'instruction fiscale 4-C 5 04 de juillet 2004,

Pour gérer cette structure et son animation, une SPL dédiée a été créée le 23 décembre 2011. Il est précisé que la SPL « Théâtre Communautaire d'Antibes » dont la C.A.S.A. est actionnaire, est chargée de la mise en œuvre de la présente convention, en application de la convention de prestations intégrées de gestion et d'exploitation du Théâtre Communautaire d'Antibes approuvée par une délibération n°2012-52 du Conseil communautaire de la C.A.S.A. en date du 25 juin 2012.

IL EST CONVENU ET ARRETE DE CE QUI SUIIT :

Par la présente convention, le Mécène soutient la politique artistique de la salle de spectacles ANTHEA pour la saison 20.. /20.. :

En faisant un don en nature (affecté directement et exclusivement à l'activité) pour une valeur de :

Somme correspondant à la valorisation hors taxe fournie par l'entreprise selon les directives de l'administration fiscale en vigueur à la date de signature de la présente convention. (Article 38 paragraphe 3 du CGI).

Ainsi, le mécène s'inscrit dans la catégorie suivante :

☐

1. MECENE BIENFAITEUR

Soit une valorisation de moins de 5 000 € (cinq mille euros hors taxes)

☐

2. MECENE PROTECTEUR

Soit une valorisation de plus de 5 000 € (cinq mille euros hors taxes)

ENGAGEMENTS AU TITRE DU MECENAT

1) OBLIGATIONS DU MECENE

Le Mécène apporte son soutien à la réalisation du projet artistique de la salle de spectacles ANTHEA, dans le cadre de l'article 39-1-7° du Code Général des Impôts, et apporte à ce titre :

Descriptif du don en nature :
.....

Le don sera attribué au Bénéficiaire à réception de la livraison du bien à l'adresse suivante :

ANTHEA – Antipolis Théâtre d'Antibes
260 avenue Jules Grec
06600 Antibes

2) OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser le(s) bien(s) fourni(s) par le Mécène pour la réalisation du projet au sein du théâtre ANTHEA.

Le Bénéficiaire déclare sur l'honneur être habilité à recevoir des dons ouvrant droit à une réduction fiscale au profit du Mécène.

Le Bénéficiaire établira un titre de recettes non assujettie à la TVA, selon l'article 293 B du Code Général des Impôts, le n° de SIRET ou SIREN, le n° de facture avec la date, et adressera le tout au Mécène.

La SPL « Théâtre Communautaire d'Antibes », adressera au Mécène un reçu fiscal (CERFA 11580 03) conformément à l'article 238 bis du Code Général des Impôts pour un montant identique au don en nature.

3) CONTREPARTIES

La présente convention se plaçant sous le régime du mécénat, la contrepartie dont pourra bénéficier le Mécène est strictement limitée. En effet, les contreparties constituent un avantage offert par le Bénéficiaire au Mécène, en plus de la réduction d'impôt.

S'agissant d'un mécénat en nature, les contreparties seront limitées aux insertions de communication et aux participations aux pots lors de la réunion du club des partenaires et mécènes.

De plus, sous réserve de l'accord préalable écrit expresse du Bénéficiaire, le Mécène pourra également communiquer en interne comme à l'externe, sur tout support et pendant toute la durée de la convention, autour des événements organisés par le Bénéficiaire et se prévaloir de sa qualité de Mécène.

A cette fin, le Bénéficiaire mettra à la disposition du Mécène la charte graphique de son logo dès la signature de la Convention. Le Mécène s'engage à respecter strictement cette ou ces chartes graphiques et à ne pas porter atteinte à l'image et à la réputation du Bénéficiaire.

4) ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties jusqu'au terme de la saison indiquée dans le préambule.

5) PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Mécène et le Bénéficiaire reconnaissent expressément que l'ensemble des éléments de propriété de chacune des parties reste la propriété de la partie qui en était propriétaire préalablement à la signature de la convention.

Chaque partie s'engage à ne pas porter atteinte directement ou indirectement aux éventuels droits de propriété et/ou droits de propriété intellectuelle de l'autre partie.

6) RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention se trouverait résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte en cas de non-respect des obligations définies aux articles 2 et 3 de la présente convention si la partie défaillante n'apporte pas remède à son manquement dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par l'autre partie.

7) CESSATION DES DROITS D'UTILISATION

En cas de résiliation de la Convention, aucune partie ne sera plus autorisée à exercer les droits concédés par l'autre partie.

8) ATTRIBUTION DE JURIDICTION – REGLEMENT DES LITIGES

La convention est soumise, en toutes ses dispositions, à la loi française.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, chacune des parties élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

En cas de différend ou de litige relatifs à l'interprétation ou à la validité de la convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai d'un mois.

A défaut d'accord amiable dans ce délai, le différend ou le litige pourra être soumis au tribunal compétent.

9) ACCORD DES PARTIES

La convention contient l'intégralité des termes et conditions sur lesquelles les parties se sont mises d'accord. La Convention ne pourra être modifiée que par un avenant écrit dûment signé par les parties.

10) ANNEXE

Devis détaillé du don fait par le mécène au théâtre Anthéa.

Fait à Antibes, le

En trois exemplaires originaux.

Pour le Mécène,

M.....

Pour le Bénéficiaire,

Le Représentant de la CASA,

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/03/2017
Numéro : CC_2017_018
Nature : DE - Deliberations
Objet : ANTHEA - Théâtre Communautaire d'Antibes -
Convention type de Mécénat en nature
Matière : 8.9 - Culture
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : SYIFP20

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/04/2017
Identifiant : 006-240600585-20170327-CC_2017_018-DE

Acte reçu

Date : 27/03/2017
Numéro interne : CC_2017_018
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 9
Objet : ANTHEA - Théâtre Communautaire d'Antibes - Convention type de Mécénat en nature
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170327-CC_2017_018-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170327-CC_2017_018-DE-1-1_2.PDF